

Ordonnance du Conseil des EPF sur le personnel du domaine des écoles polytechniques fédérales (Ordonnance sur le personnel du domaine des EPF, OPers-EPF)

Modification du 11 décembre 2008

approuvée par le Conseil fédéral le 18 février 2009

Le Conseil des EPF

arrête:

I

L'ordonnance du 15 mars 2001 sur le personnel du domaine des EPF¹ est modifiée comme suit:

Art. 22, al. 1

¹ Dans le cadre de restructurations, les collaborateurs peuvent prendre une retraite anticipée au plus tôt à l'âge de 58 ans, pour autant qu'ils n'aient pas refusé un autre travail pouvant être raisonnablement exigé d'eux.

Art. 27, al. 2 et 4

² Les prestations des collaborateurs sont appréciées comme suit:

- a. la personne dépasse notablement les exigences;
- b. la personne dépasse les exigences;
- c. la personne remplit les exigences;
- d. la personne remplit la plupart des exigences;
- e. la personne remplit une partie des exigences;
- f. la personne ne remplit pas les exigences.

⁴ Si un collaborateur ne remplit pas les exigences, son supérieur hiérarchique prend les mesures appropriées en ce qui concerne la fonction ou le contrat de travail de la personne concernée.

Art. 34 Emploi à temps partiel
(art. 15 LPers)

Le salaire et les allocations des collaborateurs employés à temps partiel sont proportionnels au taux d'occupation, sous réserve des dispositions de l'art. 41a.

¹ RS 172.220.113

Art. 36, titre, al. 1 et 1^{bis}

Droit au maintien du salaire en cas de maladie ou d'accident

(art. 29 LPers)

¹ Les collaborateurs ont droit au maintien de leur salaire intégral en cas d'incapacité de travail par suite de maladie ou d'accident. Les prestations des assurances sont versées à l'employeur et non aux collaborateurs concernés, qui reçoivent leur salaire habituel.

^{1bis} Une autre maladie ou un nouvel accident ouvre un nouveau droit.

Art. 36a

Durée de maintien du salaire en cas de maladie ou d'accident

(art. 29 LPers)

¹ En cas d'incapacité de travail par suite de maladie ou d'accident et jusqu'au recouvrement de la capacité de travail, le salaire est maintenu au maximum pendant 730 jours.

² Les stagiaires et les auxiliaires employés par contrat à durée déterminée de six mois ou moins ont droit au maintien de leur salaire au maximum jusqu'à l'expiration de leur contrat de travail.

³ Les rechutes sont comptées dans la durée de maintien du salaire si le collaborateur n'a pas assuré de service complet pendant une durée ininterrompue de six mois au moins après avoir recouvré sa capacité de travail. Les arrêts de travail espacés de moins de six mois sont cumulés et comptés dans la durée de maintien du salaire visée à l'al. 1.

⁴ Une incapacité partielle de travail ne prolonge pas le droit au maintien du salaire.

Art. 40

Versement du salaire aux survivants

(art. 29, al. 2, LPers)

¹ En cas de décès d'un collaborateur, les survivants ont droit à un sixième du salaire annuel.

² La personne avec laquelle le collaborateur défunt a formé une communauté de vie ininterrompue pendant les cinq dernières années de sa vie est assimilée aux survivants.

³ La même règle s'applique au versement de l'allocation pour assistance aux proches parents visée à l'art. 41b.

Art. 41

Droit à l'allocation familiale

(art. 31, al. 1 à 3, LPers)

¹ L'allocation familiale est versée jusqu'à la fin du mois au cours duquel l'enfant atteint l'âge de seize ans.

² Pour les enfants suivant une formation, elle est versée au maximum jusqu'à la fin du mois au cours duquel l'enfant atteint l'âge de 25 ans.

³ Pour les enfants présentant une incapacité de gain (art. 7 de la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales²), elle est versée au maximum jusqu'à la fin du mois au cours duquel l'enfant atteint l'âge de 20 ans.

⁴ L'allocation familiale est adaptée au renchérissement.

Art. 41a Allocations complétant l'allocation familiale

(art. 31, al. 1 à 3, LPers)

¹ L'autorité compétente en vertu de l'art. 2 verse aux collaborateurs des allocations complétant l'allocation familiale si celle-ci est inférieure aux montants annuels suivants:

- a. 4310 francs pour le premier enfant donnant droit aux allocations;
- b. 2782 francs pour tout enfant supplémentaire donnant droit aux allocations;
- c. 3145 francs pour tout enfant supplémentaire donnant droit aux allocations qui a atteint l'âge de 16 ans et qui suit une formation ou présente une incapacité de gain.

² Le montant des allocations complétant l'allocation familiale correspond à la différence entre le montant déterminant indiqué à l'al. 1 et le montant minimum fixé dans la loi du 24 mars 2006 sur les allocations familiales (LAFam)³. Sont prises en considération en tant qu'allocations familiales:

- a. les allocations familiales perçues pour le même enfant par d'autres personnes en application de la LAFam;
- b. les allocations familiales, allocations pour enfants, allocations de formation professionnelle ou allocations pour charge d'assistance perçues pour le même enfant par le collaborateur ou par d'autres personnes auprès d'un autre employeur ou d'un autre service compétent.

³ Les collaborateurs dont le taux d'activité est inférieur à 50 % ou qui ne perçoivent pas le salaire minimum donnant droit à des allocations pour enfants (art. 13, al. 3, LAFam) ne reçoivent pas d'allocations complétant l'allocation familiale.

⁴ Les allocations complétant l'allocation familiale sont adaptées au renchérissement.

Art. 41b Allocation pour assistance aux proches parents

(art. 31, al. 1 à 3, LPers)

¹ L'autorité compétente en vertu de l'art. 2 peut verser la moitié du montant de l'allocation visée à l'art. 41a, al. 1, let. a, aux collaborateurs dont le conjoint ou le partenaire enregistré est empêché durablement d'exercer une activité lucrative pour cause de maladie grave.

² L'allocation pour assistance aux proches parents est adaptée au renchérissement.

² RS 830.1

³ RS 836.2

Art. 45, al. 3

³ Ces vacances payées doivent être prises dans les cinq ans, après quoi le droit s'éteint.

Art. 49, al. 1, let. c, et 2

¹ Les collaborateurs licenciés en l'absence de faute de leur part reçoivent une indemnité de départ si l'une des conditions suivantes est remplie:

- c. le collaborateur travaille dans une profession où la demande est faible ou inexistante;

² L'indemnité de départ s'élève au minimum à un mois et au maximum à un an de salaire.

Art. 51, al. 7

⁷ En cas d'absences pour cause de service militaire, de protection civile, de service civil, d'accident ou de maladie dépassant au total trois mois sur une année civile, le droit annuel aux vacances est réduit de $\frac{1}{12}$ pour chaque mois d'absence complet supplémentaire. En cas d'absence prolongée pour cause de maladie ou d'accident, le droit annuel aux vacances est réduit, à partir de la deuxième année civile, de $\frac{1}{12}$ pour chaque mois d'absence complet supplémentaire. Dans le cas des congés non payés, le droit aux vacances est réduit dès le deuxième mois.

Art. 52, al. 2, let. c, g, h, j à l et n

² Tout collaborateur peut compter comme temps de travail:

- | | | |
|----|--|---|
| c. | pour la naissance de son enfant (congé de paternité) | 5 jours |
| g. | pour diriger des cours «Jeunesse et Sport» ou de sport pour personnes handicapées et pour en assurer l'encadrement | jusqu'à 5 jours par année civile |
| h. | pour le recrutement, l'inspection et la remise de matériel militaire | le temps nécessaire conformément à l'ordre de marche |
| j. | en cas de décès d'un parent proche ou dans son propre ménage | 5 jours |
| k. | en cas de décès d'un membre de sa famille ou d'un parent hors de son propre ménage | 1 à 3 jours selon le besoin |
| l. | pour assister aux obsèques d'un proche ou d'un collègue de travail | le temps nécessaire, $\frac{1}{2}$ journée au maximum |
| n. | pour des activités au sein des associations du personnel | jusqu'à 30 jours après entente avec les partenaires sociaux |

Art. 56 Activités exercées en dehors des rapports de travail

(art. 23 LPers)

¹ Sont notamment réputés constituer des activités exercées en dehors des rapports de travail avec une EPF ou un institut de recherche les charges d'enseignement extérieures, les fonctions de conseil, les sièges au sein de conseils d'administration, les fonctions publiques et les autres services et prestations que peuvent avoir, occuper ou assurer les collaborateurs d'une EPF ou d'un institut de recherche en leur propre nom ou pour le compte d'un tiers, à titre gratuit ou contre rémunération.

² Les collaborateurs doivent être titulaires d'une autorisation pour exercer une activité en dehors de leurs rapports de travail:

- a. si elle risque d'entrer en conflit avec les intérêts de l'EPF ou de l'institut de recherche;
- b. si elle risque d'empêcher la personne de remplir ses fonctions;
- c. si elle risque de compromettre la réputation de l'EPF ou de l'institut de recherche;
- d. s'ils souhaitent recourir à l'infrastructure de l'EPF ou de l'institut de recherche, ou
- e. s'il s'agit d'un siège dans un conseil d'administration.

³ En cas de doute, les collaborateurs informent leurs supérieurs hiérarchiques.

⁴ La demande d'autorisation doit être soumise en temps utile, avant le début de l'activité, à l'autorité compétente. Elle précise:

- a. la nature de l'activité;
- b. le temps qu'elle absorbera vraisemblablement;
- c. la nature et l'intensité du recours à l'infrastructure de l'EPF ou de l'institut de recherche;
- d. la durée du mandat, s'il s'agit d'un siège dans un conseil d'administration.

Art. 56a Acceptation d'avantages

(art. 21, al. 3, LPers)

Dans l'exercice de leurs activités professionnelles, les collaborateurs ne doivent pas accepter de tiers, ni pour eux-mêmes ni pour leurs proches, de dons ou d'autres avantages allant au-delà des modestes marques de civilité conformes aux usages sociaux, et susceptibles de créer des liens de dépendance.

Art. 58 Enquête administrative

(art. 25 LPers)

Lorsqu'il y a lieu d'établir si un état de fait exige une intervention d'office pour sauvegarder l'intérêt public, le service compétent selon l'art. 2 ouvre une enquête administrative. Les art. 27a à 27j de l'ordonnance du 25 novembre 1998 sur l'organisation du gouvernement et de l'administration⁴ s'appliquent par analogie.

Art. 58a, al. 3, let. a

³ Pour autant qu'il n'existe aucun motif de résiliation selon l'art. 12 LPers, le service compétent selon l'art. 2 peut, sur la base des résultats de l'enquête, ordonner les mesures suivantes en cas de manquement aux obligations professionnelles:

- a. par négligence: blâme ou changement du domaine d'activité;

*Art. 60, al. 7, let. b**Abrogée**Art. 62, al. 2*

² Les décisions du Conseil des EPF et de la Commission de recours interne des EPF peuvent faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif fédéral.

II

¹ L'annexe 2 est remplacée par la version ci-jointe.

² L'annexe 4 est abrogée.

III

Les modifications du droit en vigueur sont réglées dans l'appendice.

IV

La présente modification entre en vigueur avec effet rétroactif le 1^{er} janvier 2009.

18 février 2009

Au nom du Conseil des EPF:

Le président, Fritz Schiesser

⁴ RS 172.010.1

Annexe 2
(art. 26, al. 1, 28, al. 1, et 30, al. 3)

Echelle salariale du domaine des EPF 2009

Salaires pour la note «A»

Nombre d'années d'expérience	Echelon fonctionnel														
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
0	59 351	64 247	69 580	75 390	81 722	88 792	96 871	106 317	117 585	131 638	149 803	173 997	207 056	253 333	
1	60 538	65 531	70 972	76 897	83 356	90 567	98 808	108 443	119 937	134 270	152 799	177 477	211 197	258 399	
2	61 725	66 816	72 363	78 405	84 991	92 343	100 746	110 569	122 289	136 903	155 795	180 956	215 338	263 466	
3	62 912	68 101	73 755	79 913	86 625	94 119	102 683	112 696	124 641	139 536	158 791	184 436	219 479	268 532	
4	64 099	69 386	75 147	81 421	88 260	95 895	104 621	114 822	126 992	142 169	161 787	187 916	223 620	273 599	
5	65 286	70 671	76 538	82 929	89 894	97 671	106 558	116 948	129 344	144 801	164 783	191 396	227 761	278 666	Ces salaires sont fixés par le Conseil fédéral
6	66 177	71 635	77 582	84 059	91 120	99 003	108 011	118 543	131 108	146 776	167 030	194 006	230 867	282 466	
7	67 067	72 599	78 626	85 190	92 346	100 334	109 464	120 138	132 872	148 750	169 277	196 616	233 973	286 266	
8	67 957	73 562	79 669	86 321	93 572	101 666	110 917	121 733	134 635	150 725	171 524	199 226	237 079	290 066	
9	68 847	74 526	80 713	87 452	94 797	102 998	112 370	123 327	136 399	152 700	173 771	201 836	240 185	293 866	
10	69 738	75 490	81 757	88 583	96 023	104 330	113 824	124 922	138 163	154 674	176 018	204 446	243 290	297 666	
11	70 331	76 132	82 453	89 337	96 840	105 218	114 792	125 985	139 339	155 990	177 516	206 186	245 361	300 199	
12	70 925	76 775	83 148	90 091	97 658	106 106	115 761	127 048	140 515	157 307	179 014	207 926	247 432	302 732	
13	71 518	77 417	83 844	90 844	98 475	106 994	116 730	128 112	141 691	158 623	180 512	209 666	249 502	305 266	
14	72 112	78 060	84 540	91 598	99 292	107 882	117 698	129 175	142 866	159 940	182 010	211 406	251 573	307 799	
15	72 705	78 702	85 236	92 352	100 109	108 770	118 667	130 238	144 042	161 256	183 508	213 146	253 643	310 332	

Salaires pour la note «B»

Nombre d'années d'expérience	Echelon fonctionnel														
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
0	55 481	60 057	65 042	70 473	76 392	83 001	90 553	99 383	109 917	123 052	140 033	162 649	193 552	236 811	
1	56 590	61 258	66 343	71 882	77 920	84 661	92 364	101 371	112 115	125 514	142 834	165 902	197 423	241 547	
2	57 700	62 459	67 644	73 292	79 448	86 321	94 176	103 358	114 314	127 975	145 634	169 155	201 294	246 283	
3	58 809	63 660	68 945	74 701	80 976	87 981	95 987	105 346	116 512	130 436	148 435	172 408	205 165	251 019	
4	59 919	64 861	70 246	76 111	82 504	89 641	97 798	107 334	118 710	132 897	151 236	175 661	209 036	255 756	
5	61 029	66 062	71 547	77 520	84 031	91 301	99 609	109 321	120 909	135 358	154 036	178 914	212 907	260 492	
6	61 861	66 963	72 522	78 577	85 177	92 546	100 967	110 812	122 557	137 203	156 137	181 354	215 811	264 044	
7	62 693	67 864	73 498	79 634	86 323	93 791	102 325	112 303	124 206	139 049	158 237	183 793	218 714	267 596	
8	63 525	68 765	74 474	80 691	87 469	95 036	103 684	113 794	125 855	140 895	160 338	186 233	221 617	271 148	
9	64 357	69 666	75 449	81 748	88 615	96 281	105 042	115 284	127 504	142 741	162 438	188 673	224 520	274 701	
10	65 190	70 566	76 425	82 806	89 761	97 526	106 400	116 775	129 152	144 587	164 539	191 113	227 424	278 253	
11	65 744	71 167	77 075	83 510	90 525	98 356	107 306	117 769	130 251	145 817	165 939	192 739	229 359	280 621	
12	66 299	71 768	77 726	84 215	91 289	99 186	108 211	118 763	131 351	147 048	167 339	194 366	231 295	282 989	
13	66 854	72 368	78 376	84 920	92 053	100 016	109 117	119 757	132 450	148 278	168 740	195 992	233 230	285 357	
14	67 409	72 969	79 026	85 625	92 817	100 846	110 022	120 750	133 549	149 509	170 140	197 619	235 166	287 725	
15	67 964	73 569	79 677	86 329	93 580	101 676	110 928	121 744	134 648	150 739	171 540	199 245	237 101	290 093	

Ces salaires sont fixés par le Conseil fédéral

Salaires pour la note «C»

Nombre d'années d'expérience	Echelon fonctionnel														
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
0	51 610	55 867	60 505	65 556	71 063	77 210	84 236	92 449	102 248	114 467	130 263	151 301	180 048	220 289	
1	52 642	56 984	61 715	66 867	72 484	78 754	85 920	94 298	104 293	116 757	132 869	154 327	183 649	224 695	
2	53 674	58 101	62 925	68 178	73 905	80 298	87 605	96 147	106 338	119 046	135 474	157 353	187 250	229 101	
3	54 706	59 219	64 135	69 490	75 326	81 843	89 290	97 996	108 383	121 335	138 079	160 379	190 851	233 506	
4	55 739	60 336	65 345	70 801	76 748	83 387	90 975	99 845	110 428	123 625	140 684	163 405	194 452	237 912	
5	56 771	61 453	66 555	72 112	78 169	84 931	92 659	101 694	112 473	125 914	143 290	166 432	198 053	242 318	
6	57 545	62 291	67 463	73 095	79 235	86 089	93 923	103 081	114 007	127 631	145 244	168 701	200 754	245 622	
7	58 319	63 129	68 370	74 078	80 301	87 247	95 186	104 468	115 541	129 348	147 198	170 971	203 455	248 927	
8	59 093	63 967	69 278	75 062	81 367	88 405	96 450	105 854	117 074	131 065	149 151	173 240	206 155	252 231	
9	59 867	64 805	70 185	76 045	82 433	89 564	97 713	107 241	118 608	132 782	151 105	175 510	208 856	255 535	
10	60 642	65 643	71 093	77 028	83 498	90 722	98 977	108 628	120 142	134 499	153 059	177 779	211 557	258 840	
11	61 158	66 202	71 698	77 684	84 209	91 494	99 819	109 552	121 164	135 644	154 362	179 292	213 357	261 043	
12	61 674	66 761	72 303	78 340	84 920	92 266	100 662	110 477	122 187	136 789	155 665	180 805	215 158	263 246	
13	62 190	67 319	72 908	78 995	85 630	93 038	101 504	111 401	123 209	137 933	156 967	182 318	216 958	265 448	
14	62 706	67 878	73 513	79 651	86 341	93 810	102 346	112 326	124 232	139 078	158 270	183 831	218 759	267 651	
15	63 222	68 437	74 118	80 306	87 052	94 582	103 189	113 250	125 254	140 223	159 573	185 344	220 559	269 854	

Ces salaires sont fixés par le Conseil fédéral

Salaires pour la note «D»

Nombre d'années d'expérience	Echelon fonctionnel														
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
0	47 739	51 677	55 967	60 639	65 733	71 419	77 918	85 516	94 580	105 882	120 494	139 954	166 545	203 767	
1	48 694	52 710	57 086	61 852	67 048	72 848	79 476	87 226	96 471	108 000	122 903	142 753	169 876	207 843	
2	49 649	53 744	58 205	63 065	68 362	74 276	81 035	88 936	98 363	110 118	125 313	145 552	173 207	211 918	
3	50 603	54 777	59 325	64 278	69 677	75 704	82 593	90 647	100 254	112 235	127 723	148 351	176 538	215 994	
4	51 558	55 811	60 444	65 491	70 991	77 133	84 151	92 357	102 146	114 353	130 133	151 150	179 868	220 069	
5	52 513	56 844	61 563	66 703	72 306	78 561	85 710	94 067	104 038	116 471	132 543	153 949	183 199	224 144	
6	53 229	57 619	62 403	67 613	73 292	79 632	86 879	95 350	105 456	118 059	134 350	156 048	185 697	227 201	
7	53 945	58 395	63 242	68 523	74 278	80 704	88 047	96 633	106 875	119 647	136 158	158 148	188 196	230 257	
8	54 661	59 170	64 082	69 432	75 264	81 775	89 216	97 915	108 294	121 235	137 965	160 247	190 694	233 314	
9	55 377	59 945	64 921	70 342	76 250	82 846	90 385	99 198	109 712	122 824	139 773	162 346	193 192	236 370	
10	56 093	60 720	65 761	71 251	77 236	83 918	91 554	100 481	111 131	124 412	141 580	164 446	195 690	239 427	
11	56 571	61 237	66 321	71 858	77 893	84 632	92 333	101 336	112 077	125 471	142 785	165 845	197 356	241 464	
12	57 048	61 754	66 880	72 464	78 551	85 346	93 112	102 191	113 023	126 529	143 990	167 245	199 021	243 502	
13	57 526	62 270	67 440	73 071	79 208	86 060	93 891	103 046	113 968	127 588	145 195	168 644	200 686	245 540	
14	58 003	62 787	68 000	73 677	79 865	86 774	94 670	103 901	114 914	128 647	146 400	170 044	202 352	247 577	
15	58 480	63 304	68 559	74 283	80 523	87 489	95 450	104 757	115 860	129 706	147 605	171 443	204 017	249 615	

Ces salaires sont fixés par le Conseil fédéral

Salaires pour la note «E»

Nombre d'années d'expérience	Echelon fonctionnel														
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
0	*	47 487	51 429	55 723	60 403	65 629	71 600	78 582	86 911	97 297	110 724	128 606	153 041	187 246	
1	*	48 436	52 457	56 837	61 611	66 941	73 032	80 154	88 649	99 243	112 938	131 178	156 102	190 991	
2	*	49 386	53 486	57 952	62 819	68 254	74 464	81 725	90 387	101 189	115 153	133 750	159 163	194 736	
3	46 500	50 336	54 515	59 066	64 027	69 566	75 896	83 297	92 126	103 135	117 367	136 323	162 224	198 481	
4	47 378	51 286	55 543	60 181	65 235	70 879	77 328	84 868	93 864	105 081	119 582	138 895	165 284	202 225	
5	48 255	52 235	56 572	61 295	66 443	72 191	78 760	86 440	95 602	107 027	121 796	141 467	168 345	205 970	
6	48 913	52 948	57 343	62 131	67 350	73 176	79 834	87 619	96 906	108 486	123 457	143 396	170 641	208 779	
7	49 571	53 660	58 115	62 967	68 256	74 160	80 908	88 798	98 209	109 946	125 118	145 325	172 937	211 588	
8	50 229	54 372	58 886	63 803	69 162	75 145	81 982	89 976	99 513	111 405	126 779	147 254	175 232	214 396	
9	50 887	55 084	59 657	64 638	70 068	76 129	83 056	91 155	100 817	112 865	128 440	149 183	177 528	217 205	
10	51 545	55 797	60 429	65 474	70 974	77 114	84 130	92 334	102 120	114 324	130 100	151 112	179 823	220 014	
11	51 984	56 272	60 943	66 031	71 578	77 770	84 846	93 120	102 990	115 297	131 208	152 398	181 354	221 886	
12	52 423	56 746	61 457	66 589	72 182	78 426	85 562	93 905	103 859	116 270	132 315	153 684	182 884	223 759	
13	52 861	57 221	61 972	67 146	72 786	79 082	86 278	94 691	104 728	117 243	133 422	154 970	184 415	225 631	
14	53 300	57 696	62 486	67 703	73 390	79 739	86 994	95 477	105 597	118 216	134 529	156 256	185 945	227 504	
15	53 739	58 171	63 000	68 260	73 994	80 395	87 710	96 263	106 466	119 189	135 637	157 543	187 475	229 376	

Ces salaires sont fixés par le Conseil fédéral

* Salaires inexistant dans le domaine des EPF.

Appendice
(ch. III)**Modification du droit en vigueur**

L'ordonnance du 18 septembre 2003 sur le corps professoral des EPF⁵ est modifiée comme suit:

Art. 1, al. 3

³ Le contrat de travail de droit privé doit comporter les dispositions de la LPers et de la présente ordonnance applicables aux professeurs engagés selon le droit privé. Les dispositions des art. 3 à 5 (droits et obligations) et de l'art. 16 (salaire) de la présente ordonnance s'appliquent par analogie aux professeurs engagés selon le droit privé.

Art. 13, al. 3 et 4

³ En cas de résiliation des rapports de travail sans qu'il y ait eu faute de la personne concernée, et une fois épuisées toutes les possibilités raisonnables de maintien dans un emploi, la personne concernée a droit à une indemnité. Le montant de celle-ci ne peut dépasser une année de salaire brut. L'indemnité doit être restituée au prorata si la personne est engagée dans un délai de deux ans à compter de son licenciement par un employeur selon l'art. 3 LPers.

⁴ Pour les professeurs âgés de 58 ans au moins et employés depuis 10 ans dans le domaine des EPF au moment où un licenciement selon l'al. 3 prend effet, l'indemnité visée à l'al. 3 est remplacée par une rente de vieillesse, conformément aux dispositions du règlement de prévoyance de la Caisse de prévoyance du domaine des EPF du 9 novembre 2007 pour les professeurs du domaine des EPF (RP-EPF 2)⁶. Cette rente de vieillesse est calculée selon l'art. 57 RP-EPF 2 au même titre qu'une rente d'invalidité. Les EPF versent à la Caisse fédérale de pensions la partie de la rente non financée au moment de la résiliation des rapports de travail. La rente transitoire n'est pas financée par l'employeur.

Art. 16, al. 2

² Les salaires minimums et maximums sont (état 2009):

- a. de 203 512 francs et 267 777 francs pour les professeurs ordinaires;
- b. de 174 068 francs et 238 333 francs pour les professeurs associés;
- c. de 144 588 francs et 208 854 francs pour les professeurs assistants.

⁵ RS 172.220.113.40

⁶ FF 2008 5458

Art. 30 Versement du salaire aux survivants

¹ En cas de décès d'un professeur, les survivants ont droit à un sixième du salaire annuel.

² La personne avec laquelle le professeur défunt a formé une communauté de vie ininterrompue pendant les cinq dernières années de sa vie est assimilée aux survivants.

³ La même règle s'applique au versement de l'allocation pour assistance aux proches parents visée à l'art. 31b.

Art. 31 Droit à l'allocation familiale

¹ L'allocation familiale est versée jusqu'à la fin du mois au cours duquel l'enfant atteint l'âge de 16 ans.

² Pour les enfants suivant une formation, elle est versée au maximum jusqu'à la fin du mois au cours duquel l'enfant atteint l'âge de 25 ans.

³ Pour les enfants présentant une incapacité de gain (art. 7 de la LF du 6 oct. 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales)⁷, elle est versée au maximum jusqu'à la fin du mois au cours duquel l'enfant atteint l'âge de 20 ans.

⁴ L'allocation familiale est adaptée au renchérissement.

Art. 31a Allocations complétant l'allocation familiale

¹ Le professeur a droit à des allocations complétant l'allocation familiale si celle-ci est inférieure aux montants annuels suivants:

- a. 4310 francs pour le premier enfant donnant droit aux allocations;
- b. 2782 francs pour tout enfant supplémentaire donnant droit aux allocations;
- c. 3145 francs pour tout enfant supplémentaire donnant droit aux allocations qui a atteint l'âge de 16 ans et qui suit une formation ou présente une incapacité de gain.

² Le montant des allocations complétant l'allocation familiale correspond à la différence entre le montant déterminant indiqué à l'al. 1 et le montant minimum fixé dans la loi du 24 mars 2006 sur les allocations familiales (LAFam)⁸. Sont prises en considération en tant qu'allocations familiales:

- a. les allocations familiales perçues pour le même enfant par d'autres personnes en application de la LAFam;
- b. les allocations familiales, allocations pour enfants, allocations de formation professionnelle ou allocations pour charge d'assistance perçues pour le même enfant par le professeur ou par d'autres personnes auprès d'un autre employeur ou d'un autre service compétent.

⁷ RS 830.1

⁸ RS 836.2

³ Les professeurs dont le taux d'activité est inférieur à 50 % ne reçoivent pas d'allocations complétant l'allocation familiale.

⁴ Les allocations complétant l'allocation familiale sont adaptées au renchérissement.

Art. 31b Allocation pour assistance aux proches parents

¹ La moitié du montant de l'allocation visée à l'art. 31a, al. 1, let. b, peut être versée au professeur dont le conjoint ou le partenaire enregistré est empêché durablement d'exercer une activité lucrative pour cause de maladie grave.

² L'allocation pour assistance aux proches parents est adaptée au renchérissement.

Art. 32, al. 6

⁶ Les EPF peuvent contracter une assurance vie et invalidité pour les professeurs concernés par l'art. 60b de l'ordonnance du 18 avril 1984 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité⁹. Elles règlent les modalités d'une éventuelle participation des professeurs au coût de l'assurance.

Art. 35, al. 2

² Les décisions du Conseil des EPF et de la Commission de recours interne des EPF peuvent faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif fédéral.

⁹ RS 831.441.1